Département de
Loire-Atlantique

Arrondissement de
Saint-Nazaire

Ville de **PORNICHET**

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt,
Le huit juillet, à dix-neuf heures,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni salle des Evens, à l'Espace Camille Flammarion, 7 boulevard de la République, en nombre limité avec la seule présence des journalistes, les débats ont été retransmis en direct de manière électronique, sous la présidence de Monsieur Jean-Claude PELLETEUR, Maire.

Étaient présents les Conseillers Municipaux : MM. et Mmes PELLETEUR, MARTIN, DONNE, LE PAPE, BEAUREPAIRE, RAHER, DESSAUVAGES, GUGLIELMI, TESSON, GILLET, CAUCHY, BOUYER, CHUPIN, MORVAN, GUINCHE, ALLANIC, MANENT, SIGUIER, CAZIN, PRUKOP, DOUCHIN, LE FLEM, JOUBERT, DIVOUX, NICOSIA, ROBERT, BELLIOU, FRAUX.

A l'exception de :
Madame LOILLIEUX qui a donné pouvoir à Monsieur GUGLIELMI.
Monsieur DAGUIZE qui a donné pouvoir à Madame BOUYER.
Madame JARDIN qui a donné pouvoir à Madame MARTIN.
Monsieur DUPONT BELOEIL qui a donné pouvoir à Monsieur DONNE.
Madame GARRIDO qui a donné pouvoir à Monsieur GILLET.

Formant la majorité des membres en exercice.

Conformément à l'article L2121-15 du Code général des collectivités territoriales, Madame MARTIN est nommée secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

13/ TABLEAU DES EFFECTIFS DU PERSONNEL COMMUNAL – MODIFICATIONS

RAPPORTEUR : Madame MARTIN, adjointe au Maire

EXPOSE :

Dans le cadre de la gestion des ressources humaines, le tableau des effectifs du personnel municipal doit être régulièrement mis à jour afin de tenir compte des recrutements, des mobilités, des avancements et promotions, ainsi que des départs à la retraite.

L'avancement de grade permet aux fonctionnaires territoriaux titulaires d'accéder à une évolution dans leur carrière afin de tenir compte de leur expérience, de leurs compétences professionnelles, et de leurs responsabilités.

Pour mettre en œuvre la procédure des avancements de grade, les responsables de service établissent chaque année un tableau d'avancement, par ordre de mérite, sur appréciation de la valeur professionnelle des agents. Ce tableau est ensuite approuvé par l'autorité territoriale, puis transmis aux Commissions Administratives Paritaires du Centre de Gestion de Loire-Atlantique pour avis.

Afin de procéder aux nominations consécutives aux avancements de grade au titre de l'année 2020, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir adopter les modifications du tableau des effectifs du personnel comme suit :

Date de convocation

2 juillet 2020

Date du
Conseil Municipal

8 JUILLET 2020

Nombre de
conseillers

En exercice 33

Présents ---- 28

Votants ---- 33

Reçu à la
Sous-Préfecture de
Saint-Nazaire le :

Publié le :

Certifié exact,
Le Maire,

Jean-Claude
PELLETEUR

Grade	Proposition Conseil municipal
Adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe	1
Adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe	-1
Adjoint d'animation principal 1 ^{ère} classe	1
Adjoint d'animation principal 2 ^{ème} classe Temps Non complet	3
Adjoint d'animation principal 2 ^{ème} classe	-1
Adjoint d'animation Temps Non complet	-3
Chef de service de police municipale principal 1 ^{ère} classe	1
Chef de service de police municipale principal 2 ^{ème} classe	-1
Puéricultrice de classe supérieure	1
Puéricultrice de classe normale	-1
Assistant socio-éducatif classe exceptionnelle	1
Assistant socio-éducatif 1 ^{ère} classe	-1
Educateur de jeunes enfants classe exceptionnelle	1
Educateur de jeunes enfants 1 ^{ère} classe	-1
Auxiliaire de puériculture principal 1 ^{ère} classe	3
Auxiliaire de puériculture principal 1 ^{ère} classe Temps Non complet	1
Auxiliaire de puériculture principal 2 ^{ème} classe	-3
Auxiliaire de puériculture principal 2 ^{ème} classe Temps Non complet	-1
Technicien principal 1 ^{ère} classe	1
Technicien territorial	-1
Agent de maîtrise principal	1
Agent de maîtrise	-2
Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	4
Adjoint technique	-3

Par ailleurs,

- ✓ un agent ayant sollicité sa mutation externe,
- ✓ un agent ayant sollicité son placement à la retraite,
- ✓ un agent ayant été lauréat d'un concours administratif,
- ✓ un agent ayant sollicité une disponibilité,
- ✓ un agent à temps complet ayant sollicité sa mutation sur un poste à temps non complet,

il convient d'effectuer les mouvements suivants afin de procéder aux remplacements :

⇒ Suppressions :

- 1 poste de rédacteur principal de 2^{ème} classe à temps complet,
- 1 poste d'ATSEM principal 1^{ère} classe à temps complet,
- 1 poste d'adjoint administratif à temps complet,
- 1 poste d'adjoint technique à temps non complet,
- 1 auxiliaire de puériculture principal de 1^{ère} classe à temps complet.

⇒ Créations :

- 1 poste de rédacteur à temps complet,
- 1 poste d'ATSEM principal 2^{ème} classe à temps complet,
- 1 poste de gardien de police municipale à temps complet,
- 1 poste d'auxiliaire de puériculture principal de 2^{ème} classe à temps complet,
- 1 auxiliaire de puériculture principal de 1^{ère} classe à temps non complet (17h30min/35^{ème}).

Du fait de la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 et à l'impossibilité de réunir un Conseil Municipal pendant la période de crise sanitaire, il convient de régulariser deux prises de postes dont le processus de recrutement avait débuté avant le 16 mars 2020.

1 / Un agent titulaire du grade d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe au sein du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) fera valoir ses droits à la retraite à compter du 1^{er} septembre 2020. Un autre agent, titulaire du grade d'assistant socio-éducatif de 1^{ère} classe, fera quant à lui valoir ses droits à la retraite au 1^{er} mars 2021. Du fait de ces deux départs une nouvelle organisation cible du CCAS a été décidée, avec un impact sur les effectifs et la répartition des missions. En termes d'effectifs, cela nécessite le recrutement d'un adjoint administratif à 50%, par le biais de la mobilité interne, et le recrutement d'un assistant socio-éducatif externe à temps complet.

La Ville de Pornichet a souhaité pourvoir ce poste en externe sur le cadre d'emplois des assistants territoriaux socio-éducatifs, pour remplir les missions suivantes : accompagnement des ménages en difficultés, participation aux Commissions d'aides facultatives, accueil des demandeurs de logements sociaux, orientation et accompagnement de personnes âgées, polyvalence relative à l'accueil social au sein du service.

Cet emploi doit être occupé par un fonctionnaire de catégorie A. Toutefois, suite à une recherche infructueuse de candidats statutaires et pour les besoins de service, il a été nécessaire de le pourvoir par un agent contractuel, sur la base de l'article 3-3-2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984. Cet agent contractuel, titulaire du diplôme de conseiller en économie sociale et familiale (BAC+3), a pris ses fonctions le 4 mai 2020 pour une durée déterminée de trois ans. Le contrat de l'agent sera renouvelable par reconduction expresse sous réserve que le recrutement d'un fonctionnaire n'ait pu aboutir. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat ne pourra être reconduit que pour une durée indéterminée.

L'agent sera rémunéré sur la base de la grille indiciaire des assistants socio-éducatifs de seconde classe (soit entre l'indice plancher brut 404 et l'indice plafond brut 642), percevra l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement le cas échéant, un régime indemnitaire applicable à la fonction de chargé de mission dans le groupe 2.3 de la cartographie interne des métiers, et la prime annuelle versée aux personnels de la Ville de Pornichet. Afin d'effectuer ce recrutement à effectif constant, le poste d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe sera supprimé à la date de départ effectif en retraite de l'agent, soit le 1^{er} septembre 2020.

2 / Le poste de responsable du Bureau d'Etudes est vacant depuis le 1^{er} janvier 2020, date à laquelle le responsable précédent a pris les fonctions de Directeur du Pôle Aménagement de la Ville.

La Ville de Pornichet a souhaité pourvoir ce poste sur le cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux, pour remplir les missions suivantes : réaliser les études de faisabilité des projets de bâtiments, en réhabilitation et en construction, analyser les besoins en aménagement d'espaces publics, faciliter la mise en exploitation des équipements, coordonner et piloter les démarches stratégiques patrimoniales, veiller à la bonne programmation et à la coordination des chantiers, assurer le management du Bureau d'Etudes.

Cet emploi doit être occupé par un fonctionnaire de catégorie A. Toutefois, suite à une recherche infructueuse de candidats statutaires et pour les besoins de service, il a été nécessaire de le pourvoir par un agent contractuel, sur la base de l'article 3-3-2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984. Cet agent contractuel, titulaire du diplôme d'ingénieur (BAC+5), a pris ses fonctions le 1^{er} juin 2020 pour une durée déterminée de trois ans. Le contrat de l'agent sera renouvelable par reconduction expresse sous réserve que le recrutement d'un fonctionnaire n'ait pu aboutir. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans.

A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat ne pourra être reconduit que pour une durée indéterminée.

L'agent sera rémunéré sur la base de la grille indiciaire des ingénieurs territoriaux (soit entre l'indice plancher brut 444 et l'indice plafond brut 821), percevra l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement le cas échéant, un régime indemnitaire applicable à la fonction de responsable de service dans le groupe 1.3 de la cartographie interne des métiers, et la prime annuelle versée aux personnels de la Ville de Pornichet. Afin d'effectuer ce recrutement à effectif constant, un poste d'ingénieur en chef est supprimé.

DELIBERATION :

⇒ Vu le Code général des collectivités territoriales,

⇒ Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

⇒ Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 et l'impossibilité de réunir un Conseil Municipal pendant la période de crise sanitaire,

⇒ Vu la délibération n°18.12.16 du Conseil Municipal en date du 19 décembre 2018 relative au régime indemnitaire,

⇒ Vu l'avis de la Commission finances et affaires générales en date du 1^{er} juillet 2020,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et se prononçant conformément à l'article L2121-20 et L2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

DECISION :

Le Conseil Municipal, par 27 votes pour et 6 abstentions (Monsieur JOUBERT, Madame DIVOUX, Monsieur NICOSIA, Madame ROBERT, Monsieur BELLLOT et Madame FRAUX),

- Adopte les modifications du tableau des effectifs du personnel telles que présentées.
- Précise que les crédits nécessaires sont inscrits au budget correspondant.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits,
Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,

Jean-Claude PELLETEUR

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.